



Lundi 20 juillet 2026

Le capitalisme c'est la guerre : pour avoir la paix, il faut le renverser

Les bombardements contre l'Iran ont repris depuis plus d'une semaine malgré la trêve signée le 17 juin dernier sous les ors du château de Versailles. Après avoir tué 168 personnes, dont une majorité d'enfants, en bombardant l'école de Minab en mars dernier, l'armée américaine a visé cette fois un hôpital pédiatrique.

Cessez-le-feu ou pas, les Palestiniens de Gaza subissent toujours une pluie de bombes israéliennes et un blocus génocidaire, quand ceux de Cisjordanie et de Jérusalem sont victimes des exactions de colons d'extrême droite encouragés par l'État sioniste. Les populations du Liban du Sud font les frais d'une occupation militaire israélienne soutenue par les États-Unis qui a déjà fait des milliers de victimes parmi les plus pauvres, lesquels sont toujours les plus exposés.

La guerre continue de faire rage en Ukraine malgré la reprise de pourparlers depuis maintenant un an et demi. Les civils russes et ukrainiens subissent des frappes aériennes de longue portée qui visent les infrastructures essentielles. Quant aux soldats qui crèvent par centaines dans les tranchées, ils se battent maintenant pour quelques kilomètres carrés du tracé d'une future frontière qui ne tiendra aucun compte des aspirations des peuples mais départagera le rapport de forces entre États occidentaux et russe au profit de leurs groupes capitalistes.

Leurs guerres, nos morts

Cet emballement guerrier n'est pas seulement le résultat de choix politiques de dirigeants comme Poutine, Trump ou Netanyahu. Certes, ces brutes sont prêtes à sacrifier des peuples, y compris les leurs. Mais, comme leurs prédécesseurs (et comme leurs successeurs si nous n'y mettons pas un terme), ils défendent les intérêts sonnants et trébuchants des grands groupes capitalistes de leurs pays.

Trump et Poutine ont mis la question des terres rares comme préalable aux négociations sur l'Ukraine. Le contrôle du détroit d'Ormuz, par lequel transite plus de la moitié des hydrocarbures qui alimentent la Chine, principal concurrent des États-Unis, est au cœur de la tentative d'extorsion américaine contre l'Iran. Et si l'État d'Israël conserve son permis de tuer malgré le dégoût que sa

politique génocidaire inspire dans le monde entier, c'est parce qu'il œuvre pour le maintien de la domination américaine sur le pétrole du Moyen-Orient.

L'ennemi est dans notre propre pays

À la tête de pays toujours impérialistes mais devenus secondaires, Macron et Merz voudraient se faire passer pour de doux agneaux, forcés de se réarmer pour tenir tête à Poutine d'un côté et gagner en indépendance face à Trump de l'autre. Ce sont des mensonges. Les marchands d'armes français et allemands, Dassault, Thalès ou Rheinmetall engrangent des bénéfices records, qui augmentent encore plus vite que les budgets militaires. Cette accumulation sans précédent d'armes de destruction massives, qu'on a vues parader le 14 juillet, ne défendra personne, si ce n'est les profits capitalistes. Ces armements sont déjà mobilisés pour appuyer l'offensive américaine contre l'Iran et pour maintenir des bases militaires dans les anciennes colonies d'Afrique.

Comme Trump et Poutine, Macron ou son successeur, quel qu'il soit, sera prêt à toutes les exactions pour défendre les intérêts des Dassault, Total ou Orano. Le capitalisme transforme régulièrement la concurrence économique en guerres sans fin, dont les éventuels cessez-le-feu ne sont qu'une trêve entre deux massacres. Les bombes tombent aujourd'hui sur la tête de peuples de pays pauvres. Mais la période de montée militariste est propice à ce que partout, et un jour ici aussi, la guerre économique tourne à la guerre tout court. Les travailleurs d'ici ont beaucoup plus en commun avec les travailleurs d'Iran, de Palestine, de Russie ou d'Ukraine qu'avec les Bolloré, les Peugeot ou les Mulliez. À la jungle capitaliste qui vire à la guerre de tous contre tous, opposons la solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier !

Étape vers une fermeture qui ne dit pas son nom

La direction a confirmé un sureffectif de 300 salariés avec le passage à une équipe le 2 novembre. (143 au Montage, 40 au Ferrage, 21 en Peinture, 63 en Logistique, 27 en Qualité...)

Elle déroule son plan pour aller vers la fermeture dans un an et demi environ, voire avant. De notre côté, il est urgent de riposter pour imposer en cas de fermeture des garanties sur nos emplois et salaires, de vraies indemnités de licenciements, des préretraites correctement payées, des formations qui ne soient pas bidon...

Volé avant d'être viré, puis quoi encore ?

Ce mardi, devant les élus, la direction a refusé à nouveau de s'exprimer sur la question des pertes de salaire lors du passage à 1 équipe. Pourquoi tant de mystère ? Et une annonce à 4 jours des congés ? Elle craint un coup de colère des salariés ? Pour nous, il est hors de question de perdre un seul centime, nos salaires sont déjà bien trop bas.

Mettons les attaques en mode pause

Avec les nouveaux horaires (7h à 14h40), on n'aura que 10 minutes de pause de 9h30 à 9h40, c'est beaucoup trop court, on aurait juste le temps d'aller au WC.

La direction veut instaurer ensuite 30 minutes de pause de 12h à 12h30 soi-disant pour le repas, mais c'est surtout pour mettre de la GJP (travail pendant la pause). On a une autre proposition : mettre 20 minutes à la 1^{ère} pause puis 30 minutes à la 2^e, sans allongement d'horaire et sans perte de salaires.

Pour nous pourrir la vie

Avec le passage à une équipe, pour récupérer les pannes, la direction prévoit 2 samedis travaillés possibles (6h à 13h30) par mois, et 4 rallongements d'horaire possibles par semaine pour finir à 15h40 (juste au début des embouteillages !). Pas payés à 100 % et obligatoires bien sûr.

Nous, on prévoit surtout de ne pas la suivre dans ses caprices. Si elle a autant de production à faire, elle n'a qu'à maintenir les 2 équipes.

Comment vider une usine tout en économisant ?

Pour occuper les 300 salariés en prétendus sureffectifs, la direction veut les envoyer vers les nouvelles activités (Casse Auto, Ligne Moteur, Pièce Rechange Ferrage) ou vers l'Emboutissage, mais il n'y a pas beaucoup de places disponibles. Ou alors elle espère que les salariés partiront en pré-retraites ou retraites... Mais souvent on n'a pas les cotisations et pour beaucoup impossible d'être payés à 70 % du brut.

Autres solutions : être envoyé en mission sur d'autres sites, mais il faut déjà trouver les volontaires, et un site comme Rennes est en pleine baisse d'effectif en passant de 2 à 1 équipe et demi.

En réalité, la direction ne sait pas comment se débarrasser rapidement de nous. Mais elle sait qu'elle veut vider le site en déboursant le minimum d'euros. Nous, on sait qu'on ne veut pas partir avec des cacahuètes !

Devenons les renards de ce poolailler !

Autre solution pour employer ce sureffectif : la direction va créer des équipes de rangement et d'amélioration, appelé des « pools ». Il devrait y avoir une rotation des salariés. Ça sent l'arnaque : un placard pour que les responsables du personnel te fassent bien sentir que ta place est dehors.

Le mieux serait de partager le travail de production au lieu d'avoir des postes surchargés.

Des bus pour tous !

Les nouveaux horaires posent plusieurs problèmes, notamment pour les transports en commun, des lignes de bus seraient supprimées. La direction elle-même reconnaît qu'elle n'a pas trouvé de solutions pour toute une partie du personnel. Mais c'est le but : elle cherche à mettre la pression pour faire partir.

Pour nous, c'est à elle de résoudre les problèmes qu'a elle-même créés !

Coup de sifflet final pour Douvrin...

La direction a annoncé l'arrêt définitif de la production de Stellantis Douvrin (ex-Française de Mécanique, produisant des moteurs) pour le 30 octobre.

Hypocrite, elle refuse d'appeler ça une « fermeture », pourtant c'est bien de ça qu'il s'agit. En 5 ans elle a vidé un site de 1 500 salariés : il n'en reste environ que 150 Stellantis, une cinquantaine d'intérimaires et des dizaines de sous-traitants.

... Voilà comment Stellantis traite les ouvriers !

La direction se moque bien de l'avenir des intérimaires, des sous-traitants... et de dizaines de salariés Stellantis restants à Douvrin, ils n'ont aucune solution réelle de reclassement.

Ces dernières années, ceux qui sont partis avec les différents plans de départs volontaires ont eu les mêmes conditions que ceux de Poissy ou à peine mieux, c'est à dire pas grand-chose.

Certains ont perdu des centaines d'euros en changement de boulot, d'autres ont pris un CDD ailleurs et se retrouvent menacés du chômage maintenant. Certains ont postulé pour la nouvelle usine de batterie ACC, de l'autre côté de la rue, présentée comme une nouvelle activité industrielle prometteuse mais seuls 300 ont été acceptés, beaucoup ont « essuyé refus sur refus ».

Pour éviter de se retrouver le bec dans l'eau, à Poissy, comme ailleurs, il faut que les salariés anticipent une lutte contre le patron pour lui arracher des garanties, bien avant la phase finale de fermeture.